

CONTRE LE SQUAT APOLITIQUE !

Londres, 2015

Collectif SHA

Ce texte est une traduction depuis l'anglais de la brochure « Against apolitical squatting », écrite en 2015 par le collectif SHA (Squatters and Homeless Autonomy – « Autonomie des squatteur-euses et des sans-abri ») à propos des perspectives suite à la criminalisation à partir de 2012 au Royaume-Uni des squats de bâtiments résidentiels avec l'article 144. Une décennie plus tard en France, la loi Kasbarian-Berger de 2023 soulève les mêmes problématiques, d'où l'intérêt de traduire en français et remettre en lumière ce texte d'outre-Manche.

Cette proposition de traduction est une tentative de trouver l'équilibre entre fidélité au texte d'origine et compréhension pour des gens ne connaissant pas la situation au Royaume-Uni. Quelques précisions qui semblaient importantes pour la compréhension sont apportées dans les notes de trad (« ndt »). Si besoin, le texte original est disponible en anglais sur de nombreux sites internet.

Résignation

À Camden [*un quartier de Londres, ndt*], un squat de huit mois est expulsé par des flics. Trois personnes sont arrêtées en vertu de l'article 144, l'interdiction de 2012 de squatter des bâtiments résidentiels. Un homme portant un t-shirt « Support your local squat » (« soutenez votre squat local ») attend un SMS du NELSN [*un groupe anti-expulsion londonien, ndt*]. Deux personnes arrivent d'un squat de lotissements plus au nord. Les ouvriers commencent à sécuriser le bâtiment. Face à l'article 144, face la précarité et la répression croissantes, face aux identités personnelles brisées et à l'organisation fracturée, le milieu squat de Londres semble avoir commencé à se résigner.

Les tentatives de surmonter par la nostalgie cette fragilité du milieu squat se sont multipliées : « souvenez-vous du syndicat des squatteuses » ; « souvenez-vous des squats résidentiels sans restriction » ; « souvenez-vous des droits des squatteurs ». Comme toujours, cette nostalgie est une dose à peine déguisée d'oubli : squatter a toujours été synonyme de lutte ; et aucun deuil d'un âge d'or ne peut nier la permanence de nos luttes et le besoin permanent de les politiser.

Cependant cette permanence connaît un moment de flou où le squat est de plus en plus contraint de devenir temporaire. Les procédures judiciaires de plus en plus rapides, les expulsions toutes les deux semaines et l'interdiction imminente des squats de bâtiments commerciaux mettent les squatteuses face à un horizon de plus en plus court. L'interdiction de 2012 est une perte à garder en mémoire devant le risque imminent de prochaines pertes.

Pour ceux qui ne trouvent pas de réconfort dans une fausse unité du passé – et dont l'avenir semble déjà avoir sonné le glas – nous devons faire face à notre présent.

Le squat sacrificiel

Expulsion, déménagement, assignation, expulsion... Le squat contemporain est une série d'actes défensifs et réactifs. Ritualiste et cyclique, le squat est déterminé par des forces qui dépassent toujours les squatteurs eux-mêmes. La promesse de « quitter le système » est tombée aux oubliettes dans chaque squat de teuf. Résister, c'est devenu la réalité d'impératifs croisés. L'équilibre entre résistance, autodétermination et auto-préservation est impossible à trouver ; et, incapable de vivre à la hauteur de l'un ou l'autre, le stress collectif semble être devenu la base de l'organisation.

Dans les cercles militants plus larges aussi, les squatteur-euses ont offert des espaces de liberté seulement pour devenir les facilitateur-euses silencieux-ses parmi d'autres rebelles et radicaux. Considéré principalement comme une préparation aux actions et aux événements, le squat se situe davantage dans le contexte que dans le contenu. Dans une situation politique et économique où le contenu domine le contexte – où l'idéologie légaliste ne voit aucune différence entre les deux – le fait de préparer ne valide pas celui qui prépare.

Abolir les rôles artificiels de « facilitateur » et de « facilité » signifie en fin de compte que chacun-e doit aider à faciliter les autres. Se retrouvant souvent dans le premier rôle, les squatteur-euses n'ont pas exigé la solidarité mutuelle dont iels ont besoin. Même les squatteur-euses les plus actif-ves politiquement semblent désormais se ranger dans le consensus dominant des anticapitalistes et sont absent-es des résistances quotidiennes aux expulsions.

De ce manque de validation et de solidarité est né le silence. La plupart des activités politiques des squatteur-euses relèvent de n'importe quelle autre bannière que celle du squat – et celle-ci est très large : non seulement le logement, mais toutes les luttes ont pour base la libération de l'espace. Si des squats participent à une lutte, alors c'est aussi une lutte de squats.

C'est une politique du squat pour le squat, où arborer la bannière du squat c'est arborer celle des autres luttes. Mettre l'accent sur le squat comme libération de l'espace et expropriation temporaire de la propriété exige qu'il soit considéré comme une action directe légitime en soi.

Plutôt que l'impossible devoir de « résister à toutes les expulsions », la nouvelle politique de squat doit trouver une place pour l'auto-préservation dans la résistance. Le devoir de résister dans tous les cas contredit l'expropriation maximale chez certains et l'auto-préservation des squatteur-euses chez beaucoup. Il renonce à l'autodétermination au profit de l'agitprop, présentée comme un devoir inaccessible. Ça réduit les moments où on peut résister en les empêchant réellement de rentrer, et non pas juste en retardant leur venue.

Nos squats ne sont pas des symboles, nos barricades ne sont pas des gesticulations

Une résistance planifiée à l'expulsion dans une cité HLM a commencé par une réunion collective sur les rôles potentiels des nouvelles recrues. La finalité a été que Russia Today diffuse en direct l'intégralité de l'événement – qui s'est avéré être un non-événement.

Sous forme de mise en scène s'apparentant souvent à des farces, la gauche joue la résistance à l'expulsion devant un public de médias mainstream et d'activistes professionnel-les bien intentionné-es. Ce spectacle est appelé comme « Sensibilisation », « Appel de masse », ou quelque chose comme ça.

La résistance à l'expulsion est rarement quelque chose pour les caméras. Les forces du populisme se précipitent pour condamner ou ignorer les aspects les moins regardables de la résistance – la violence désordonnée et le travail ennuyeux nécessaires pour défendre nos squats et nos occupations. Les squatteur-euses sont abandonné-es au spectacle de la résistance et à la rue avec un chariot d'affaires.

Il est urgent de défendre les squats et la créativité politique dont ils font preuve. La créativité politique s'est évaporée des squats à cause du symbolisme de gauche et de la stratégie de résistance passive, ce qui va de pair avec une situation vidée de sa dimension politique.

Contre le squat apolitique

À Amsterdam, squats et gentrification ont souvent eu une relation étroite et inconfortable. Dans certains quartiers de Londres, comme Shoreditch ou Camden, en occupant des bâtiments vides, parfois abandonnés, dans des quartiers pauvres, les squatter-euses apportent rénovation, art de rue et un aspect « d'authenticité alternative » si attrayant pour les acheteurs de maisons de la classe moyenne branchée. Ainsi, le processus passe de l'abandon aux squats et, à leur tour, à la régénération et au pouvoir économique envahissant. Il est important de noter que les squatter-euses elleux-mêmes ont été expulsés tôt ou tard pour faire place aux jeunes cadres et entrepreneur-euses.

Toute aussi importante est l'utilisation du squat comme résistance à la gentrification. Les squats de quartiers sociaux, d'Aylesbury à Elephant and Castle, et de Guinness à Brixton – en plus de la présence de squatter-euses dans la résistance de rue – continuent l'héritage de Gospel Oak et du 144 Piccadilly avant eux. Les squatter-euses du 10 Otterhaken à Hambourg ont opposé une résistance acharnée, qui a participé à l'escalade de la situation de leur quartier. Les jeunes squatter-euses du Pays-basque continuent de faire de la libération de l'espace la base de l'action insurrectionnelle.

Le fait que ces deux formes de squat – pour créer des formes de vie alternatives et une résistance de classe plus large – aient eu des effets si différents ne doit pas suggérer une contradiction naturelle entre elles. L'utilisation politique du squat culturel pour s'ajouter à des cultures de résistance plus vastes ne doit pas être niée. L'identité personnelle oppositionnelle, que ce soit dans la rue ou dans les squats, continue de faire du squat une menace pour le pouvoir culturel.

La cooptation de cette identité personnelle au nom de la guerre des classes moyennes est également imputable aux squatter-euses. En séparant le squat culturel du squat politique, iels se retrouvent avec une culture incapable de se défendre.

Un espace squatté qui n'est pas utilisé à des fins politiques perd rapidement l'aspect politique des espaces squattés. Créer des espaces intolérants à la hiérarchie sociale et à la surveillance de l'État, pour

s'organiser et sensibiliser, est essentiel à la création d'une résistance efficace dans les squats et dans les rues.

Plus loin dans l'apathie, certain-es squatteur-euses ont établi des listes de recommandations de la part d'ancien-nes propriétaires dans l'espoir d'un séjour plus long. Un retour à une hiérarchie confortable dans le présent signifie toujours une coercition inconfortable dans le futur. La création du « squatteur-euse favorable aux propriétaires » dépouille le squat de sa nature oppositionnelle et, avec elle, de son potentiel politique.

Dans le domaine social aussi, les formes de vie radicales créées par la vie en communauté et l'expérience partagée inhabituelle sont remplacées par la famille, la préséance et la culpabilité. Tout en bénéficiant de l'entraide organique au sein des relations familiales, le fait d'être limité par elles limite le potentiel des formes de vie subversives.

Tout squat commence par un certain niveau d'anonymat. Le flux de corps dans et entre les squats, les foyers, les centres sociaux, les rues, les cités et les occupations universitaires provoque un couplage contradictoire de familiarité et d'anonymat. Créer de nouveaux collectifs et réseaux de squats plus efficaces signifie reconnaître cette interaction entre le familial et l'anti-familial. Les groupes doivent être stratégiques et interpersonnels – se reconnaître l'un dans l'autre – et doivent œuvrer à la fois pour l'action politique et l'auto-préservation.

L'abandon de la prise de risques politique pour une normalité confortable dans les rues et dans les squats est un symptôme central de la répression croissante. L'interdiction du squat résidentiel de 2012, une gauche résolue à la résistance passive et un mouvement de squat dépolitisé ont laissé les squatteur-euses avec de moins en moins de lignes de défense et de création politique.

Aussi organique que puisse paraître cette répression, la résistance germe partout. Le squat continue de prouver qu'il s'agit d'une action directe contre le pouvoir. Des gens arrachent les clôtures d'Aylesbury ; des squatteur-euses refusent de cesser les occupations de bâtiments résidentiels. Sur le continent, à Naples, Amsterdam, Calais et ailleurs, les occupations de masse continuent dans un contexte d'illégalité.

À Naples, des autonomes occupent des bâtiments vides en solidarité avec les migrant-es sans-abri. « Des logements pour toustes » n'est pas une demande mais une stratégie. À Amsterdam, des squats ont été ouverts en solidarité avec les occupations de l'université, offrant des bases de mobilisation et de soutien. Les squats de masse des migrant-es et d'un petit nombre de camarades anarchistes existent toujours dans les fissures du pouvoir d'État et de la violence à Calais. Les occupations sont des marqueurs clairs de l'autodétermination et de la volonté de créer des communautés et des cultures de résistance partout où les gens vivent.

Les formes de squat capables de résister à la répression s'adapteront aux besoins changeants des luttes plus larges tout en mettant l'accent sur le squat en tant que lutte. Dans les situations d'escalade, comme à Naples ou à Calais, le squat est généralisé par son utilisation pour créer des zones autonomes temporaires et des communautés de résistance. À Amsterdam, les squats élargissent la lutte pour l'éducation gratuite au-delà de l'université tout en fournissant les mécanismes de son escalade.

Dans les situations où la pratique du squat est de plus en plus désamorcée et isolée, la tâche consiste à généraliser et à intensifier sa résistance. Les anciens réseaux et formes de vie s'enfoncent dans un état d'aliénation et de dissociation : entre les squatteur-euses et les luttes plus larges, entre les utilisations diverses et parfois contradictoires du squat, entre les collectifs de squatteur-euses qui ne se connaissent pas, entre les camarades. Dans le vide de cette dissociation, de nouvelles organisations informelles et des actions radicales doivent continuer à se développer.

**NIQUE LE RENOUVELLEMENT URBAIN ! NIQUE LA SECTION
144 ! NIQUE LA RÉSISTANCE PASSIVE !**

CONTRE LE SQUAT APOLITIQUE !

**POUR DES SQUATS AUTONOMES ET DE LUTTE DES
CLASSES !**

« Squatters and Homeless Autonomy » est un collectif de squatteur-euses londonien-nes [*actif de 2014 à 2019, ndt*] luttant contre la gentrification et établissant des espaces anticapitalistes autonomes. Après avoir occupé le bâtiment de la RBS sur Charing-Cross Road pendant Noël 2014, iels ont également participé à l’Institute of Dissidents – l’immeuble occupé de l’Institute of Directors sur Pall Mall – et ont géré des espaces anarchistes temporaires à Neal Street et St James’s Square. En septembre 2015, le collectif a occupé le pub Mamelon Tower pour s’opposer à l’expulsion des locataires qui y vivent et au projet de le transformer en appartements haut de gamme.